

**DÉLIBÉRATION N° 4.03
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 FÉVRIER 2024
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 19 FÉVRIER 2024
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET**

L'an deux mille vingt-quatre, le 28 février à 19h00, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, Mme Sandra CEYTE, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Marie-Christine MAGNANON, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence MERLET, M. Laurent MILAZZO, Mme Sandrine MOURIER, Mme Marie-Pierre PIALLAT, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : M. Laurent CHAUVEAU (pouvoir à M. Julien DECORTE), M. Julien DUVOID (pouvoir à Mme Sandra CEYTE), Mme Marielle FIGUET (pouvoir à M. Bruno ALMORIC), M. Norbert GRAVES (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Chérif HEROUM (pouvoir à Mme Chloé PALAYRET-CARILLION), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à M. Philippe LHOTTELLIER), M. Cyril MANIN (pouvoir à Mme Marie-Pierre PIALLAT), Mme Emeline MEHUKAJ (pouvoir à M. Jean-Michel GUALLAR), Mme Fabienne MENUAR (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), M. Eric PHELIPPEAU (pouvoir à Mme Anne BELLE), M. Dorian PLUMEL (pouvoir à Mme Valérie ARNAVON), Mme Ghislaine SAVIN (pouvoir à Mme Vanessa VIAU), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Jacques ROCCI).

EXCUSÉ : M. Fermin CARRERA.

ABSENTS : M. Karim OUMEDDOUR, Mme Maryline ROISSAC.

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

4.03 _ COMMUNE DE ANCÔNE - MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME BILAN DE LA MISE À DISPOSITION DU DOSSIER AUPRÈS DU PUBLIC ET APPROBATION

M. Julien CORNILLET, Président, Rapporteur, expose à l'assemblée :

La commune de ANCÔNE est couverte par un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 19 mars 2007. Ce document a déjà fait l'objet de trois procédures d'évolution : une modification n°1 en date du 06 mars 2009, une modification n°2 en date du 21 février 2013, et une mise à jour des Annexes en date du 17 juillet 2017.

MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION porte, en partenariat avec de ANCÔNE, le projet de construction d'un équipement intercommunal (ludothèque) sur un terrain de la commune (parcelle cadastrée AD 422), située aux abords immédiats du centre-bourg.

Ce projet prend place dans l'objectif de déploiement des équipements publics sur le territoire de l'Agglomération, conformément au souhait de maillage et de déconcentration, évoqué dans le Projet de territoire 2021/2030.

Mais à l'occasion des réflexions préalables à ce projet, il est apparu que le Règlement écrit en vigueur de la zone Ub n'autorisait pas les constructions et installations nécessaires aux services publics tel qu'un poste électrique, un nouvel équipement public ou l'extension d'un équipement existant..., pourtant essentiels dans l'aménagement d'une commune. Il est donc pertinent de les prévoir d'autant que la zone Ub concernée regroupe déjà plusieurs équipements publics, ce qui permettra un aménagement cohérent, dont la mutualisation d'une partie du stationnement.

Pour conforter ces ambitions et donner un cadre au projet de ludothèque, il est proposé d'adapter le Règlement écrit et de créer une Orientation d'Aménagement sur la parcelle en question. Cette Orientation d'Aménagement détaille le projet et notamment la zone d'emprise du bâtiment, la zone de stationnement plantée et le paysagement pour intégrer et valoriser le projet.

Indépendamment du projet énoncé ci-dessus, la modification simplifiée est également l'occasion d'apporter des corrections au règlement de la zone Ub du PLU d'Ancône :

- Ce Règlement comprend des prescriptions relatives au risque inondation qui sont celles du Plan d'Exposition au Risque Inondation (PERI), document prescriptif précédent le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) du Rhône aujourd'hui en vigueur. Le PPRI constitue une servitude d'utilité publique (SUP) qui s'impose au PLU communal. Il est proposé de mettre à jour la rédaction des prescriptions pour supprimer les incohérences entre le Règlement de la zone Ub du PLU et le Règlement du PPRI.
- Ce Règlement est adapté concernant la gestion des eaux pluviales pour intégrer la gestion alternative au tout tuyau (noues, stockage...).

Enfin, le Règlement graphique est mis à jour pour supprimer des éléments sans fondement et le plan des Annexes est mis en concordance avec le zonage d'application du Droit de Préemption urbain.

C'est pourquoi MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION a engagé, en accord avec la Commune d'Ancône, une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU communal.

Cette modification du PLU d'ANCÔNE :

- intègre une nouvelle pièce : une Orientation d'Aménagement sur le secteur concerné par le projet de ludothèque qui définit un schéma d'intention de réalisation,
- apporte des évolutions aux pièces existantes suivantes :
 - o le Règlement écrit ;
 - o le Règlement graphique ;
 - o le plan des Annexes ;
 - o le Rapport de Présentation avec un additif reprenant l'explication des différentes évolutions apportées.

Au regard du Code de l'urbanisme en vigueur, l'adaptation (graphique et écrit) et la création d'une Orientation d'Aménagement, sans incidence sur une protection ou une zone naturelle et agricole, et sans incidence sur les orientations du PADD, relèvent d'une procédure de modification simplifiée du PLU, réalisée conformément aux articles L153-40, L153-45 à L153-48 du code de l'Urbanisme.

Le dossier de modification simplifiée n°1 a été constitué par MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION puis a été notifié pour avis aux Personnes Publiques Associées le 05 septembre 2023.

Les avis reçus en réponse sont les suivants :

- La Direction Départementale des Territoires a transmis des observations et des propositions par courrier le 03 octobre 2023. Elle demande à compléter la rédaction de l'article Ub2 pour la rendre totalement cohérente avec le PPRi. Elle suggère également d'augmenter la perméabilité prévue de l'espace de stationnement et d'apporter un regard très attentif sur l'insertion paysagère du bâti sur cette parcelle située en entrée de ville. Enfin, elle réitère la recommandation de prioriser l'élaboration du PLUi. L'ensemble des remarques est pris en compte par MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION et les pièces du PLU (Règlement écrit et Orientation d'Aménagement) sont adaptées. Seule la remarque sur l'insertion paysagère ne donne pas lieu à une modification du dossier présenté, car ce point est déjà traité avec un paysagement des abords Est et Ouest du bâtiment et des plantations à mettre en place sur le parc de stationnement.
- Le Département de la Drôme a émis, le 06 octobre 2023, un avis favorable sous réserves. Il s'inquiète du sous-dimensionnement du parc de stationnement prévu, appréhende la survenue de stationnements anarchiques le long de la Route Départementale et souhaite une étude plus approfondie des besoins sur ce sujet. Par ailleurs, il demande un calibrage adéquat de la voie interne créée, desservant le site et le quartier Est. Enfin, il demande une liaison modes doux sécurisée entre la future ludothèque et le centre-bourg. La plupart de ces remarques a été prise en compte : la commune a délibéré (12 décembre 2023) s'engageant sur les sujets liés à la mobilité et MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION a également intégré les remarques du département dans le schéma de principe d'aménagement du secteur. Seul le calibrage de la voie interne n'est pas modifié s'agissant d'une desserte limitée à une servitude de passage.
- Le maire de ANCÔNE a indiqué le 10 octobre 2023 par courriel, n'avoir aucune observation sur le dossier. Cependant, au regard notamment, des inquiétudes du Conseil Départemental de la Drôme (évoquées ci-avant), la Commune a pris une délibération le 12 décembre 2023 indiquant avoir l'intention d'aménager une zone de stationnement supplémentaire aux abords du stade et de réaliser un nouveau schéma de circulation aux abords du stade et de la future ludothèque.

La présente procédure a également été transmise le 05 septembre 2023 à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Auvergne-Rhône-Alpes (MRAE) dans le cadre d'un examen au cas par cas au titre des articles L.122-1 du Code de l'Environnement et L.104-1 du Code de l'urbanisme. La MRAE a considéré, par avis conforme rendu le 18 octobre 2023, que la procédure engagée n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, améliore la prise en compte du risque inondation et par conséquent, ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Au regard de cet avis, MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION a décidé de ne pas engager d'évaluation environnementale et a pris une délibération en ce sens le 07 décembre 2023.

Pour faire suite aux consultations des Personnes Publiques Associées, et conformément à l'arrêté communautaire n°2023.07.31A en date du 18 décembre 2023, le dossier de modification simplifiée n°1 a été mis à la disposition du public entre le 03 janvier 2024 et le 02 février 2024 inclus. Aucune observation du public n'a été portée aux registres présents concomitamment en Mairie de ANCÔNE et au siège de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION.

Le dossier complet de la modification simplifiée n°1, finalisé après prise en compte des différents avis comme évoqué ci-avant, ainsi que le tableau de synthèse détaillant les observations des Personnes Publiques Associées ainsi que les réponses apportées par la collectivité, sont annexés à la présente délibération.

Ne prend pas part au vote :

V. JOVEVSKI (conseiller municipal de la commune d'Ancône)

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-40, L.153-45 à L.153-48,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de ANCÔNE, approuvé le 19 mars 2007,

Vu la modification n°1 du PLU approuvée le 06 mars 2009,

Vu la modification n°2 du PLU approuvée le 21 février 2013,

Vu la mise à jour des Annexes en date du 17 juillet 2017,

Vu la délibération du conseil communautaire de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION en date du 14 avril 2017, actant le transfert au 27 mars 2017 de la compétence Plan Local d'Urbanisme et Carte Communale des communes à la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION,

Vu la notification le 05 juin 2023 du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de ANCÔNE aux Personnes Publiques Associées et à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale pour examen au cas par cas, antérieurement à l'ouverture de la mise à disposition du dossier auprès du public,
Vu l'avis conforme n°2023-ARA-AC-3226 en date du 18 octobre 2023 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, ne soumettant pas le projet de modification simplifiée n°1 à évaluation environnementale ;

Vu la délibération n° 2.01 du 07 décembre 2023 de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION, confirmant sa décision de ne pas engager d'évaluation environnementale au regard de l'avis conforme visé ci-avant,

Vu les observations de la Direction Départementale des Territoires le 03 octobre 2023, l'avis favorable avec réserves du Département de la Drôme en date du 06 octobre 2023 ainsi que la réponse du Maire de ANCÔNE le 10 octobre 2023 sans observations,

Vu la délibération du conseil municipal de ANCÔNE en date du 12 décembre 2023, portant sur l'intention d'aménager des stationnements supplémentaires et de créer un nouveau schéma de circulation aux abords du stade municipal et de la future ludothèque intercommunale,

Vu la délibération du conseil communautaire de MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION en date du 09 octobre 2017, fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée d'un document en vigueur,

Vu l'arrêté n°2023.07.31 A du Président de la communauté de communes MONTÉLIMAR AGGLOMERATION signé en date du 18 décembre 2023 portant ouverture de la mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ANCÔNE,

Vu la bonne tenue de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 entre le 03 janvier 2024 et le 02 février 2024 inclus, à la mairie de ANCÔNE et au siège de MONTÉLIMAR AGGLOMERATION,

Vu l'absence d'observation du public au cours de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1,

Vu le tableau de synthèse reprenant les observations détaillées des Personnes Publiques Associées ainsi que les réponses apportées par la collectivité, ci-annexé,

Vu les pièces du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de ANCÔNE, ci-annexées, modifiées pour prendre en compte les observations de l'Etat, les réserves du Département de la Drôme, et les engagements d'aménagement de la Commune de ANCÔNE,

Considérant que la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de ANCÔNE est prête à être approuvée,

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

DE TIRER le bilan de la mise à disposition du public conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme.

D'APPROUVER la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de ANCÔNE telle qu'annexée à la présente délibération.

DE DIRE que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et 21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage à la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION et à la Mairie de ANCÔNE pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département. Le dossier d'approbation sera versé sur le Géoportail de l'Urbanisme.

DE DIRE que le dossier de modification simplifiée n°1 de la commune de ANCÔNE sera transmis aux services de l'État.

DE DIRE que le dossier de modification simplifiée n°1 de la commune de ANCÔNE sera tenu à la disposition du public aux heures et jours habituels d'ouverture :

- à la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION, Maison des Projets (à côté de l'Office du Tourisme), RDC du bâtiment Occitan, 2 avenue du 45^{ème} Régiment de Transmissions , 26200 MONTÉLIMAR,
- en Mairie de ANCÔNE, 40 Grand Rue, 26200 ANCÔNE,
- à la Préfecture.

D'INDIQUER que, conformément à l'article L.153-48 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission au préfet.

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 29 février 2024

Julien CORNILLET
Président



Valérie ARNAVON
Secrétaire de séance